



Le pas suspendu de la communisation

Le point ultime de l'implication réciproque entre les classes c'est quand le prolétariat s'empare des moyens de production. Il s'en empare, mais ne peut se les approprier. L'appropriation effectuée par le prolétariat ne peut en être une car elle ne s'accomplit que par sa propre abolition comme classe. (*L'auto-organisation est le premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle*)

Partie I. Communisation vs socialisation

L'emparement des éléments du capital, appropriation ou communisation

La question de la communisation est celle du dépassement par le prolétariat, ou plutôt par les prolétaires, de la défense de leur condition et donc de leur implication réciproque avec le capital en une activité d'emparement du capital qui soit non pas une socialisation, c'est-à-dire un mode de gestion de l'économie, mais la constitution d'une communauté d'individus qui soient immédiatement ses constituants. Les sociétés, c'est-à-dire les communautés dominées et représentées par une classe constituent l'unité des individus qui en sont membres, mais ces individus ne sont membres de ces sociétés qu'en tant qu'individus moyens d'une classe ; les individus singuliers n'ont pas d'existence sociale. La communisation se fait *au travers* de l'emparement des moyens de subsistance, de communication, de transport et de production au sens restrictif. La communisation des rapports, la constitution de la communauté humaine/le communisme se réalise pour, dans et par la lutte contre le capital, dans cette lutte on ne peut pas opposer la prise en main des moyens

matériels et la transformation des prolétaires en individus immédiatement sociaux : il s'agit d'une seule et même activité, et cette identité est donnée par la forme actuelle de la contradiction prolétariat/capital. La différence radicale avec la socialisation, c'est qu'il ne s'agit pas d'un changement du statut de la propriété des moyens matériels. Il n'y a pas, dans la communisation, *appropriation* des biens par une quelconque instance : État, commune, voire conseil, qui représente, qui domine les prolétaires en action d'expropriation du capital et qui en fasse ainsi une *appropriation*. Un changement de régime de propriété est la constitution d'une nouvelle forme d'économie, nommément le socialisme, même s'il prenait le nom d'économie solidaire. Lorsque le socialisme était réellement possible cela renvoyait le communisme à la fin des temps, c'était en fait l'impossibilité du socialisme à être ce qu'il prétendait : l'étape transitoire au communisme, le socialisme était finalement la contre-révolution adéquate à la seule révolution réelle de la période. La communisation ne constitue pas une économie, elle se sert de tout mais n'a pas d'autre but qu'elle-même. La communisation n'est pas lutte *pour* le communisme, elle est le communisme qui se constitue contre le capital.

L'intrication de la communisation et de la socialisation

Si l'action communisatrice est le débouché de la lutte de classe dans la crise révolutionnaire, la même action d'emparement peut être, comme on l'a vu, communisation ou socialisation. Toute action de ce type peut prendre l'une ou l'autre forme, tout dépend de la dynamique, tout dépend du cadre en constante transformation, c'est-à-dire que tout dépend de la lutte contre le capital, qui s'approfondit et s'étend ou ralentit et périclite très vite. Tout dépend aussi de la lutte dans la lutte contre le capital. La constitution du communisme est intriquée avec la constitution d'une forme ultime d'alternative socio-économique capitaliste. La tendance à la constitution d'instances cherchant à faire de l'emparement des moyens matériels une socialisation économique et politique sera permanente jusqu'à la communisation complète. Cette permanence d'un frein, pouvant être utilisé par la contre-révolution capitaliste, au sein du mouvement de la révolution, c'est l'existence jusqu'au bout d'une dimension

d'affirmation et de libération du travail, car le mouvement de la révolution est et reste un mouvement de la classe du travail même dans le dépassement des activités comme travail. Le maintien de cette affirmation est produit par l'existence non encore abolie du capital, tant que le capital existe face au prolétariat, même au prolétariat en train de l'abolir, c'est-à-dire en train de s'abolir lui-même, le prolétariat conserve une positivité, même si cette positivité du travail n'est plus confirmée par le capital, elle est réactivée dans le procès révolutionnaire puisque la reproduction sociale devient dans ce procès dépendante de l'action des prolétaires.

Le passé des révolutions ne nous montre que trop que « le drapeau rouge peut être agité contre le drapeau rouge », jusqu'à l'arrivée des corps francs

Le capital « n'hésitera pas » à proclamer à nouveau que le travail est « la seule activité productive » pour arrêter le mouvement de son abolition et mieux le remettre à sa botte dès qu'il pourra. Le seul dépassement de cette dimension c'est la victoire de la communisation, qui est l'abolition acquise de la classe capitaliste et du prolétariat. Le dépassement de cette contre-révolution ne sera pas toujours irénique, il ne se fera pas toujours « dans le mouvement », ne sera pas une version vraie et accélérée du « dépérissement de l'État » prévu dans le socialisme. Toute forme étatique ou para-étatique fera toujours tout pour se maintenir au nom même de la nécessité de son dépérissement ultérieur ! Cette sclérose et cette perpétuation ne sont pas des « tendances contre-révolutionnaires au sein de la révolution », mais La contre-révolution. La contre-révolution capitaliste face à la révolution.

Le communisme ne lutte pas contre la démocratie, mais la contre-révolution se veut démocratique

C'est au nom même de l'abolition des classes que la démocratie radicale fera tout pour maintenir ou restaurer des structures électives, selon elle nécessaires pour éviter la constitution d'une nouvelle couche dirigeante auto-instituée et incontrôlée. La constitution du communisme est intriquée à la constitution d'une forme ultime du socialisme même

si le mouvement qui le portait, le mouvement ouvrier, a définitivement disparu.

La lutte pour « ramener à la raison » les fractions du prolétariat les plus actives dans l'expropriation du capital, sera d'autant plus violente qu'elle se présentera comme la défense de la révolution démocratique, refusant que des « minorités » ne compromettent les acquis de la majorité.

La défense des acquis c'est la possibilité d'une phase de contre-révolution

La communisation n'aura jamais d'acquis, toutes les expropriations constituant la communauté immédiate seront remises en cause en tant que pures expropriations, prise en main sauvages, elles seront proclamées socialisations dès que le mouvement ralentira, et que se constituera une instance para-étatique, pour défendre ce qui, à *ce moment-là*, apparaîtra comme des acquis et comme des éléments de la constitution d'une possible nouvelle économie. La classe se reconnaît elle-même comme divisée et diverse pour s'abolir ; l'abolition du prolétariat comme dissolution des autres classes implique le besoin interne pour le prolétariat de ces autres classes, de les absorber en les dissolvant, en même temps que la contradiction avec elles. La communisation vit constamment dans les conditions de sa sclérose. Tout se passera sur le plan géographique, sur le plan horizontal, et non sur le plan sectoriel différenciant les types d'activités. Les limites seront partout et l'intrication généralisée révolution/contre-révolution se manifestera dans des conflits multiples et chaotiques. Le prolétariat s'abolit dans la communauté humaine qu'il produit. Ce sont les contradictions internes et dynamiques d'un tel processus qui sont le contenu et la force de la contre-révolution, parce que dans chacune d'elles c'est le capital qui peut se régénérer. Parce que pour la classe s'abolir c'est dépasser *son autonomie : là résident le contenu et la force de la contre-révolution capitaliste.*

L'extension est le mouvement de la victoire, le ralentissement celui de la contre-révolution

La lutte du capital pour reprendre le contrôle social sera double sans que cela soit une stratégie. D'une part les États lutteront pour rétablir

leur domination et relancer l'exploitation, d'autre part la société capitaliste se maintiendra sur des bases totalement ambiguës de pouvoirs populaires et d'autogestion. En subsomption formelle, l'intégralité du produit du travail a longtemps été une revendication ouvrière, elle trouve là une nouvelle jeunesse et constitue un contenu idéal à la reproduction des rapports capitalistes et une base de résistance « solide » face à la communisation, ces fractions pouvant se combattre ou s'allier, en fonction de la situation et donc du développement du mouvement de communisation. L'action de la classe capitaliste pourra être tout autant militaire que faite de contre-mesures sociales et de constructions de conflits fondés sur les capacités du mode de production capitaliste que la révolution elle-même pousse à des développements imprévisibles, de la résurrection de l'esclavage à l'autogestion, mais surtout sa reproduction s'éparpillera au plus près de la révolution, se reproduisant dans tous les moments où la communisation est amenée à se scléroser de par sa propre nature, en simple organisation de la survie des prolétaires, en socialisation. La classe capitaliste peut tout autant centraliser son action contre-révolutionnaire dans l'État que décentraliser l'affrontement en le régionalisant, découpant les classes en catégories sociales, en l'ethniquisant même, car une situation de crise est aussi un conflit intercapitaliste. Si dans un conflit intercapitaliste l'une des aires capitalistes parvient, au travers de la dévalorisation générale de la crise, à représenter une solution globale pour tous les capitaux, elle la représentera aussi pour les vaincus.

La révolution ne l'emportera pas en droite ligne

Des fractions du prolétariat insurgé seront écrasées, d'autres seront « retournées », se ralliant à des mesures conservatoires de survie, d'autres insurrections prendront le relais. Certaines fractions retournées/engluées relanceront les expropriations sauvages, et l'organisation de la lutte par ceux qui luttent et uniquement pour la lutte, sans représentation, sans contrôle par quiconque au nom de quoi que se soit, reprenant la constitution du communisme, qui n'est pas un but de la lutte mais le contenu de la lutte. Les idéologies contre-révolutionnaires seront nombreuses, à commencer peut-être par celle de la survie de l'économie : préservons des mécanismes économiques, ne détruisons pas toute logique économique,

pour pouvoir en construire une nouvelle ensuite. La survie de l'économie c'est la survie de l'échange, que cet échange utilise l'argent, toutes sortes de bons, ou même simplement le troc, qui peut se parer du nom d'entraide ouvrière ! La gratuité, l'absence complète de comptabilité de quoi que ce soit, est l'axe autour duquel la communauté révolutionnaire se construit, seule la gratuité peut permettre de rassembler toutes les couches sociales non directement prolétaires qui se délitent dans l'hyper crise, et ainsi d'intégrer/abolir les individus non directement prolétaires, tous les « sans-réserve » (y compris ceux que l'activité révolutionnaire aura réduits à cette condition), les chômeurs, les paysans ruinés du « tiers monde », les masses de l'économie informelle. Il s'agit de dissoudre ces masses en tant que couches moyennes, en tant que paysans, de briser les relations de dépendance personnelle entre « patrons » et « salariés » ou la situation de « petit producteur indépendant » à l'intérieur de l'économie informelle, en prenant des mesures communistes concrètes qui contraignent toutes ces couches à entrer dans le prolétariat, c'est-à-dire achever leur « prolétarianisation »...

Les prolétaires qui communisent la société ne font pas du « frontisme », ils ne cherchent pas un programme commun aux victimes du capital. S'ils font du frontisme ils sont morts, s'ils restent seuls ils sont morts aussi. Ils doivent affronter toutes les autres classes de la société en étant la seule classe à ne pas pouvoir, pour triompher, demeurer ce qu'elle est. Les mesures de communisation sont l'abolition du prolétariat parce que, outre son unification dans son abolition, elle sont son abolition. Elles dissolvent les bases d'existence (qui sont par là absorbées dans le procès de communisation) d'une multitude de couches intermédiaires (l'encadrement de la production et de la reproduction capitaliste) et de millions (milliards ?) d'individus qui sont exploités par le biais du produit de leur travail et non de la vente de leur force de travail. Aussi bien au niveau des régions qu'au niveau mondial, la communisation aura une action qu'on pourrait appeler « humanitaire », même si ce terme est actuellement imprononçable, car la communisation prendra en charge toute la misère du monde. *L'activité humaine comme flux est la seule présupposition de sa poursuite collective*, c'est-à-dire individuelle car, présupposition d'elle-même, elle ne sait pas ce qu'est

un produit et peut donc donner à pleines mains. Le prolétariat, agissant en tant que classe, se dissout comme classe dans ces emparements, parce que dans ces emparements il dépasse son « autonomie ».

Démocratie et économie solidaire seront les deux grandes constructions idéologiques à abattre

Démocratie et économie solidaire se combineront avec d'autres systèmes en fonction des lieux. Elles se combineront surtout avec l'idéologie de communautés qui peuvent être les plus diverses : nationales, raciales, religieuses. Probablement plus dangereuse, la constitution de communautés locales, spontanées et inévitables (« On est chez nous »). Ces communautés seront déclinées à l'infini et ces idéologies peuvent prendre toutes les couleurs politiques : conservatrices, réactionnaires, démocratiques et bien sûr, avant tout révolutionnaires, et là l'intrication révolution/contre-révolution est la règle. Car il n'y a pas de situation qui, saisie unilatéralement, soit sans issue pour le capital. C'est l'action du prolétariat qui fera que le capital ne peut produire un mode de valorisation supérieur, dont il peut toujours trouver les conditions dans toute crise et tout affrontement avec le prolétariat. De ces trois points de vue :

- diversité, segmentation du prolétariat ;
- dissolution et absorption de multiples couches exploitées en dehors d'une subsomption directe de leur travail sous le capital ;
- conflits intercapitalistes embarquant le prolétariat, pour lequel ces conflits ont un sens intégrateur et reproducteur.

De tout cela résultent la puissance et le contenu de la contre-révolution, puissance et contenu en liaison directe avec les nécessités immédiates, empiriques, de la communisation (ses contradictions dynamiques ou les contradictions de sa dynamique).

Il n'y a pas de lutte idéologique, la lutte pratique est théorique

Il ne faut pas imaginer la lutte anti-idéologique comme différente de la communisation elle-même, c'est dans la communisation que se

combattent les idéologies, parce qu'elles font partie de ce que le mouvement abolit. La constitution du communisme ne peut échapper à des affrontements violents avec la contre-révolution, mais ces aspects « militaires » ne déboucheront pas sur la constitution d'un front, si un tel front se constituait la révolution aurait perdu, au moins là où ce front se situerait, et jusqu'à sa résorption. La révolution sera à la fois géographique et sans fronts, les départs de communisation seront toujours locaux et en expansion immédiate et très rapide, comme des départs de feu, même éteints ces feux couvriront sous l'autogestion et les communautés citoyennes. Le communisme sortira d'un immense pugilat, le processus de communisation sera bien une période de transition, mais pas du tout une période calme de construction socialiste et/ou démocratique entre une période chaotique révolutionnaire et le communisme, mais le chaos même entre le capital et le communisme. Il est clair qu'une telle anticipation, bien que raisonnée, n'a rien d'emballant ! Ce n'est ni la barbarie, qui n'a pas de sens, ni la voie royale des lendemains qui chantent ! C'est une perspective qui s'ancre dans la situation actuelle du capital et des luttes, dans la lutte actuelle entre le prolétariat et le capital restructuré dans sa crise. C'est une perspective qui pose le dépassement de ces luttes, non en droite ligne, mais dans un approfondissement de la crise du capital actuellement en place.

L'intrication révolution/contre-révolution implique toute l'organisation que se donne le mouvement de la lutte de classe. Une coordination, un collectif ou toute autre forme, peuvent être la lutte organisée, ou tendre à une représentation de cette lutte, et à évoluer, dans une situation de délitement de l'État, vers une forme para-étatique. Il ne s'agit pas d'une opposition entre organisation et spontanéité (tout est toujours spontané et organisé) mais de l'opposition entre expropriation et appropriation, communisation et socialisation, cette dernière nécessitant que la société existe c'est-à-dire qu'elle soit différenciable « des gens », de ces « gens » dont nous allons parler maintenant. Dans les luttes en 2003 en France, on avait vu les prolétaires construire entre eux ce qu'on peut appeler une intersubjectivité, non soumise aux syndicats, les laissant organiser une représentation purement scénique de cette unité. Cependant

la lutte n'a pas dépassé la limite générale de ce qu'elle était à l'époque, le démocratisme radical : consolidation politique des limites de la lutte en tant que classe, en proposant des solutions aux « problèmes du capital », par exemple la « défense des services publics ». C'était bien une inter-subjectivité en ce que c'étaient des sujets (prolétaires encore) en lien face à leur objet le capital. En Grèce en 2008, l'émeute est fondamentalement intersubjectivité. Se confrontant à la question de la démocratie, l'inter-subjectivité des émeutiers grecs se confrontait, par l'absence de revendication, à l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, au-delà de la forclusion que représente le démocratisme radical. Dans le mouvement d'abolition du capital il y a désobjectivation de celui-ci, il y a abolition du rapport sujet-objet, du rapport capital-prolétariat. (Rappelons que cette abolition est le contenu du *processus* révolutionnaire, la communisation, et que tant qu'il n'est pas achevé on a toujours ce rapport sujet-objet, même si le sujet et en train d'abolir son objet en tant que tel, c'est dans ce rapport que l'abolition se fait, c'est-à-dire que les prolétaires abolissent le capital qui les fait prolétaires, purs sujets face à l'objet, la société capitaliste tout entière). Le processus révolutionnaire de désobjectivation du capital est donc aussi processus de destruction de la subjectivité séparée du prolétariat, c'est ce processus que nous désignons comme autotransformation des prolétaires en individus immédiatement sociaux. Cette transformation n'est jamais acquise avant d'être achevée, en ce sens ce sont des prolétaires qui font la révolution jusqu'au bout, parce que jusqu'au bout ils abolissent le capital qui les fait prolétaires.

La communisation et la socialisation ne forment pas une contradiction

La contradiction reste capital-prolétariat, elle ne devient pas une contradiction interne au prolétariat, même s'il y a un devenir de totale opposition entre les deux perspectives, elles sont intriquées et prises toutes deux et ensemble dans la contradiction capital/prolétariat. La lutte du prolétariat contre le capital devient abolition des classes par l'expropriation du capital mais cette action même, dans son opposition au capital, redonne une force à l'affirmation du travail quand elle est stoppée

par la classe capitaliste (c'est là qu'existent les acquis qu'on a vus). Cette affirmation provisoire et par défaut du travail, avance bien un état social, dont le devenir serait un État social donc une forme contre-révolutionnaire, le mouvement du prolétariat doit dans ce cas s'opposer à ce qu'il vient de poser. Le procès d'autotransformation en individus immédiatement sociaux peut, dans la lutte contre le capital et donc contre la classe capitaliste, être aussi une lutte contre des prolétaires défendant la condition prolétarienne. Lutte de la communisation contre la socialisation.

La contre-révolution se construit sur les limites de la révolution

C'est ce que ce texte essaye de montrer un peu plus « concrètement ». Dans la période où eurent lieu les tentatives révolutionnaires de 1917 à 1937, la structure générale de la contradiction capital/prolétariat, portait l'affirmation de la classe du travail et donc la construction du socialisme. Maintenant la contradiction porte la mise en cause de l'appartenance de classe et donc la structure générale pose la communisation. Cette structure n'empêche pas que les limites existent toujours, même si le sens du mouvement en est le dépassement. La limite est consubstantielle à chaque mesure révolutionnaire et cette limite n'est dépassée que dans la mesure suivante, c'est le caractère de classe du mouvement de communisation qui est sa limite, il est le dépassement de son propre caractère limité, puisqu'il est abolition des classes et donc du prolétariat.

Le prolétaire est l'individu privé d'objectivité, dont l'objectivité est face à lui dans le capital, il est réduit à la pure subjectivité, il est sujet libre, porteur d'une force de travail ne pouvant devenir travail en acte qu'après avoir été achetée, et donc mise en œuvre par son propriétaire capitaliste. Le sujet libre de tout est relié à l'objectivité en soi, le capital fixe, qui subsume sa force de travail, se la soumet et se l'incorpore dans le procès de travail. L'abolition du capital c'est l'abolition de l'objectivité en soi, dans l'emparement des moyens matériels, et l'abolition du sujet prolétaire dans la production de l'individu immédiatement social. C'est ce que nous appelons la désobjectivation et désobjectivisation simultanées produites par l'emparement de la totalité sociale, action qui la détruit comme distincte des individus. La totalité distincte c'est la société indépendante, de par sa

division en classes, et sa représentation dans la classe dominante. L'abolition des classes c'est l'abolition de la société, la création de la société socialiste voire « communiste », c'est toujours et encore le maintien de l'indépendance de la communauté par rapport à ses membres, qui ne sont sociaux que par la médiation de la société. *La communisation c'est la fin de toute médiation entre les individus et leurs groupements affinitaires constamment changeants*, mais dans la révolution il y a encore médiation par le capital, puisque l'activité est abolition du capital ! La communisation en tant qu'elle est médiée par son objet même, porte toujours la possibilité que sa médiation s'autonomise, dans la constitution de la révolution en structure différente de l'action révolutionnaire. Sans cesse cette tendance existera, qui est l'institutionnalisation de la révolution et la victoire du capital. La communisation est révolution dans la révolution, dépassement de l'autonomie de classe, mais révolution et contre-révolution ne cessent pas d'être face à face. La marche de la communisation est celle d'un funambule.

B.L., juin 2009

Partie II. Communisation vs. sphères

Dans la 1^{ère} partie du texte « Le pas suspendu de la communisation », intitulée « Communisation vs socialisation », il s'agissait d'une part de montrer que des emparements d'éléments du capital pouvaient être « communisation », c'est-à-dire « désappropriations » pures, abolition de tout rapport de propriété, même collective et même « prolétarienne ». On s'emparerait donc de ces éléments pour constituer une communauté nouvelle d'individus définissant entre eux, dans leur singularité, des rapports immédiats dans la lutte contre le capital, comme contenu même de cette lutte. Mais, d'autre part, ce processus de « communisation », c'est-à-dire de production du communisme, est intriqué avec l'autre contenu possible de ces emparements : être des appropriations, des socialisations qui entrent dans la constitution d'une nouvelle économie autogérée,

sociale et populaire, contre-révolutionnaire. Chacun de ces possibles est, pour l'autre, *son autre*, c'est-à-dire qu'ils sont dans un rapport conflictuel où chacun, dans sa propre pratique, reconnaît l'autre comme nécessaire, comme un moment de lui-même.

Dans ce processus de la lutte de classe débouchant sur l'abolition des classes, les individus étaient, *de fait*, posés comme au-delà des genres, car constituant une communauté d'individus immédiatement sociaux.

C'est ce « de fait » que cette deuxième partie tente d'explicitier. C'est ce dépassement comme naturellement inclus « dans le mouvement », ce dépassement comme *allant de soi*, vu la nature et le contenu du mouvement, qui doit être soumis, en tant que tel, à la critique. Il ne suffit pas de dire que la communisation étant communisation, par définition elle est dépassement des genres. Bien qu'il ne puisse exister de « fronts » distincts dans la lutte, aucune instance de la société de classes ne sera dépassée sans être attaquée pour elle-même.

L'analyse de la domination de genre dans le capitalisme montre que celle-ci est immédiatement division de l'ensemble de la pratique sociale en deux sphères d'activités.

(Le) caractère sexué de toutes les catégories du capital signifie une division générale de la société entre hommes et femmes. Cette division générale acquiert comme contenu social ce qui est la synthèse de toutes les sexuations des catégories : la création de la distinction du public et du privé. Cette distinction est la synthèse parce que le MPC est une économie *politique*. C'est-à-dire que reposant sur la vente de la force de travail et une production sociale n'existant comme telle que pour le marché (valeur), le MPC rejette comme « non-social » les moments de sa propre reproduction qui échappent à une soumission directe au marché ou au procès de production immédiat : le privé. Ce privé est le privé du public, toujours dans une relation hiérarchique de définition et de soumission au public. (« Réponse aux camarades américaines »)

Le processus révolutionnaire de production du communisme se déroulera dans, et surtout *contre*, la crise généralisée du capital. La crise de la reproduction du rapport d'exploitation est tout autant l'incapacité du

capital à exploiter rentablement les prolétaires que celle des prolétaires à offrir une force de travail suffisamment bon marché (suffisamment au-dessous de sa valeur) pour valoriser le capital. En un mot, les prolétaires se trouvent incapables de vivre de l'air – pollué – du temps et, plus précisément, leurs femmes se montrent incapables de l'accommoder comme reproduction de la force de travail.

D'ores et déjà, dans le moment présent de la crise (qui n'en est encore qu'à ses débuts), « l'illégitimité de la revendication salariale » indique que la revendication salariale – argent et/ou conditions de travail – n'est plus « systémique », c'est-à-dire qu'elle ne fait plus système avec un capital pouvant conjuguer augmentation du taux d'exploitation (taux de plus-value) et augmentation des salaires réels (système présenté par les défenseurs du capital comme « partage des gains de productivité ») : elle n'est plus adéquate au moment actuel. Dans l'aggravation de la crise du rapport, dans le moment où les échanges entre capitalistes se bloquent et où les États vont faire la guerre à leurs prolétaires (mais aussi entre eux) pour qu'ils acceptent des relégations massives dans des zones poubelles afin de permettre la poursuite d'une exploitation acharnée, dans ce moment c'est la survie même qui est en cause. La lutte contre le capital devient lutte pour cette survie. C'est là que commencera massivement ce qui a déjà débuté de manière limitée et transitoire en Argentine : les emparements d'éléments du capital.

Les luttes contre le capital, contre sa crise et son offensive anti-prolétarienne sont d'ores et déjà des luttes pour la reproduction de la vie des prolétaires. Les prolétaires vont s'emparer des éléments du capital qui leur seront indispensables pour leur survie, et ces emparements sont des actions révolutionnaires contre le capital. Les prolétaires argentins ont « récupéré » les entreprises abandonnées par leurs propriétaires et les ont remises en marche à leur compte selon le principe bien connu : *on produit, on vend, on se paie*. C'est l'autogestion, mais cette autogestion n'était possible que dans un cadre général où l'argent ainsi obtenu pouvait encore fonctionner comme tel et pouvait s'échanger contre des subsistances. En revanche, dans une situation d'hyper-crise, cela n'est plus possible et ce sont des subsistances elles-mêmes dont on doit s'emparer (ce qui fut également le cas dans les entrepôts frigorifiques argentins).

De toute façon une autogestion généralisée n'a aucun sens et serait dépassée par la lutte qu'elle doit mener contre le capital et par son absence totale de dynamique interne d'accumulation ; elle ne peut être qu'une phase dans un processus aboutissant soit à des mesures de communication pour poursuivre la lutte contre le capital, soit à une régression contre-révolutionnaire larvée ou ouverte.

En Argentine, les mouvements de chômeurs mirent sur pied de nombreuses activités : des « ateliers de production » (boulangeries, jardins collectifs, fabrication de briques, conditionnement de produits ménagers, etc.) dont les produits sont destinés à l'autoconsommation ou à la vente à l'extérieur. Le plus souvent autogérés collectivement, on peut considérer ces « ateliers » comme les embryons d'une économie parallèle. Celle-ci a été – à une échelle très limitée - un début de constitution d'une communauté des prolétaires en lutte dans laquelle et par laquelle les rapports ont commencé à se transformer et en particulier les rapports de genres par la remise en cause de la division de la pratique sociale en deux sphères d'activités séparées : une sphère privée et une publique.

Que se soit dans une situation révolutionnaire ou dans toute lutte qui les oppose au capital, les femmes prolétaires remettent toujours pratiquement en cause l'existence de la sphère privée. Une grève d'ouvrières n'est jamais seulement une grève, mais toujours *une grève de femmes* qui, pour cette raison, placent la sphère privée, à laquelle elles sont indissolublement liées, au centre de la sphère publique. Elles remettent alors en cause non seulement l'existence de cette sphère privée, mais également celle de la sphère publique par le caractère intime et personnel des relations de lutte que les femmes font exister, relations remettant en cause le caractère politique et social que doivent revêtir les activités publiques dans leur distinction même d'avec les activités privées.

La participation des femmes au travail salarié n'est pas une incursion dans la sphère publique en tant que telle, parce qu'elle ne la remet pas en cause du fait de l'organisation spécifique des formes du travail salarié féminin (un domaine amplement analysé par les féministes et par tout sociologue ou économiste qui se respecte), avec des secteurs et des niveaux tant salariaux que hiérarchiques (le plafond de verre) parfaitement repérables et conçus pour préserver l'existence de la sphère privée féminine de

la reproduction de la force de travail, à laquelle les femmes sont assignées.

Le marché du travail féminin fait de la femme salariée à la fois l'archétype de la nouvelle forme restructurée du travail salarié en général (flexibilisé, précarisé) et une forme absolument spécifique. La présence des femmes dans le travail salarié est donc une présence « désamorcée », contrôlée, cantonnée dans une portion de la sphère publique qui devient ainsi une sorte d'annexe de la sphère privée. Ce n'est que lorsque ce cadre est brisé (grève) que les femmes salariées font irruption dans la sphère publique .

On peut non seulement dire que toute lutte de femmes est féministe, mais encore que toute lutte de femmes contient l'opposition des femmes à leur appartenance de genre, paradoxalement même si elles se revendiquent comme femmes !

Voici quelques extraits d'un compte rendu de luttes de femmes en Argentine :

Elles ont été les premières à couper les routes quand leurs compagnons se sont retrouvés sans travail mais elles ont été rendues invisibles. Elles ont lutté pour de la nourriture, pour la santé et pour la dignité, comme elles le faisaient quotidiennement dans leurs foyers. Et avec de la lutte, de l'organisation et de la camaraderie, entre femmes, elles ont commencé à remettre en cause la place qu'elles occupent : à la maison, dans les organisations et dans le monde.

« *Sortir c'est une révolution* », dit Viviana, du Mouvement de travailleurs/euses sans emploi (MTD) de Lugano, en décrivant quelque chose qui ne s'est pas passé en un jour, mais qui pour elle, 33 ans, mère de cinq enfants et femme au foyer depuis l'âge de 16 ans, a été un (heureux) chemin sans retour : « *Ma vie avant consistait à me lever à quatre heures du matin parce que mon mari à cette époque avait un travail, quand il s'en allait je devais faire les choses de la maison avant que les enfants ne se lèvent, puis les préparer, les emmener à l'école, revenir, leur donner à manger, réaliser les tâches domestiques et ne pas rater un seul feuilleton télé (novela). Après, il s'est retrouvé sans travail.* »

En 2001, ils ont été invités à une réunion de parents à l'endroit où leurs enfants recevaient un soutien scolaire. Viviana y est allée. Cela lui a plu et elle a continué à s'y rendre. Ils parlaient du chômage, des

problèmes du quartier, de faire quelque chose entre tous. Chaque samedi, son mari la quittait en lui disant la même phrase : « Tu vas perdre ton temps. » Jusqu'à ce qu'ils montent le MTD.

La première fois qu'elle est sortie cela a été à seulement quelques centaines de mètres de sa maison. Graciela Cortes avait alors atteint 40 ans quand elle accepta d'enseigner la couture à d'autres femmes au chômage.

Oui, cela m'entraîna des problèmes à la maison. Malgré le fait que je faisais toujours le ménage, que je m'occupais des enfants, je faisais tout, mais j'avais quand même des problèmes. J'ai décidé de sortir. D'abord, la politique ne m'intéressait pas, mais quand j'ai commencé à manquer je me suis rendu compte que la politique était maintenant à l'intérieur de moi. Mon mari me disait de ne pas y aller mais je lui faisais comprendre : seule je ne vais rien obtenir, il faut être une multitude.

Graciela était au barrage de dix-huit jours à Isidro Casanova avec la CCC (Corriente Clasista Combativa) et elle s'interroge à voix haute :

- Cela va me servir à quoi de lui obéir si de toute façon on se sépare ?
 Je ne regrette pas. J'ai fait des choses qu'avant je n'aurais pas faites.
 Tout cela grâce à la machine à coudre et aux Rencontres de Femmes. »
- Aux Rencontres ?
 - Elles t'ouvrent la tête. J'ai changé dans les Rencontres.
 - Pourquoi ?
 - Tu vois chaque femme.

Un moment, Gladis Roldan était enchantée de dire qu'elle faisait partie de la sous-commission des femmes de la commission des habitants de l'*asentamiento* (terrain occupé pour des problèmes de logement) María Elena (avec les années, bastion de la CCC à La Matanza). Cela l'enchantait jusqu'à ce qu'elle aille, pour la première fois, à une Rencontre nationale de femmes, en 1989. Durant un débat, une femme lui a demandé : « *Pourquoi est-ce une sous-commission ? Vous pouvez aussi être dans la commission directive.* » Une lumière complice brille dans les yeux de Gladys : « *T'imagines comment nous sommes revenues !* » La discussion avec

les hommes a duré deux mois. Finalement, toutes sont passées à la commission directive et la sous-commission de femmes – qu'elle repose en paix – a été dissoute.

Ces citations montrent pratiquement ce qu'est la remise en cause de l'existence des deux sphères, mais il faut aussi citer les cas de résistance très graves de certains prolétaires hommes.

Il y a des compagnes qui le racontent dans l'assemblée : je n'ai pas pu aller au « piquete » (*barrage de route*) parce que mon mari m'a battue, parce qu'il m'a enfermée. Beaucoup ont réussi à faire venir leurs compagnons et maintenant ils sont tous les deux. Pour cela, le thème des femmes nous a bien aidés... parce que tu as vu que ce sont nous, les femmes, qui sommes sorties les premières. Pour de la nourriture, pour des postes de travail, pour la santé... et cela a généré des situations très difficiles. Jusqu'à des morts. Il y a eu des maris qui n'ont pas toléré que la femme aille à une réunion, à un « piquete ». Cela s'est passé. Je ne dis pas qu'aujourd'hui cela n'a plus lieu.

La défense de la condition masculine est la défense de la domination masculine, elle est la défense de l'existence de deux sphères séparées d'activité comme on le voit très bien ici.

Je peux te raconter l'histoire d'une compagne qui participait au mouvement quand nous étions neuf quartiers, en 1996. La compagne était d'ici, de La Juanita, et elle s'est séparée de son mari parce qu'elle n'en pouvait plus. Il était au chômage, elle a commencé à participer et il est devenu fou, il a commencé à la battre. Puis il est parti. Le lendemain matin, il est revenu, l'a attachée et lui a mis le feu. La compagne est morte. Il ne supportait pas qu'elle sorte.

– Pourquoi ?

– Parce que sortir te change la vie.

Sortir change la vie au sens fort, cette sortie des femmes dans la lutte change la lutte dans sa forme et dans son contenu. Dans la lutte de classe acharnée pour la survie contre la crise capitaliste, la suppression des deux

sphères d'activité est la condition de la victoire, car l'abolition des classes n'est pas une base à laquelle se rajouterait l'abolition des genres, l'un ne peut se faire sans l'autre ni l'autre sans l'un.

Si le programme ouvrier n'a jamais envisagé l'abolition des genres, même comme perspective finale au-delà de la fameuse période de transition, au cours de laquelle n'aurait été envisagée que *l'égalité* des hommes et des femmes, c'est que le communisme du programme n'était que la *société des producteurs associés*. Or, qui dit production dit reproduction, cette dernière se déroulant à côté comme subordonnée et dominée. Cette domination aurait toujours eu comme contenu l'assignation à l'enfantement, ce par quoi justement les femmes existent comme telles.

La défense de l'existence de deux sphères, c'est la défense de l'existence de l'économie et de la politique, de la politique comme condition même de l'économie ¹. La sphère publique est par nature celle du masculin et la participation de femmes à cette sphère n'en change pas la nature. Vis-à-vis de cette sphère publique politico-économique, la sphère privée de la reproduction se maintient même si, dans une situation où s'affrontent les diverses orientations de la lutte de classe (pouvoirs populaires, autogestion, emparements sauvages), la « remise des femmes à leur place » est difficile. Quand elle advient, elle est la marque d'un grave revers, localement au moins. En Espagne, le retrait des femmes du front a été fait dans le cadre de la militarisation des milices, élément essentiel du rétablissement complet de l'État et de la victoire de la contre-révolution.

La communisation, la production dans la lutte contre la société capitaliste d'une communauté immédiate à ses membres, c'est l'abolition des classes, des entreprises, de l'État sous toutes ses formes (communes, conseils, syndicats, coopératives), c'est-à-dire l'abolition de toutes les instances de l'activité publique comme séparée de l'activité privée de reproduction.

L'activité privée de reproduction nécessite l'échange et/ou la distribution. L'abolition de l'échange implique celle de la distribution, même non-échangiste, car cette dernière, comme le montrent toutes les mesures

1. Le mode de production capitaliste, en généralisant le marché et le salariat, qui sont ses fondements, est le premier mode de production qui soit une économie politique, c'est-à-dire séparant structurellement la production du domestique.

de type « communisme de guerre », n'est qu'une modalité provisoire jusqu'au retour du marché. La communisation intègre production et consommation, production et reproduction. C'est pour cela que toute comptabilité est abolie, puisqu'elle est comptabilisation de « produits » qui, en eux-mêmes, en tant que produits et en tant que comptabilisables, supposent la séparation de la production et de la consommation. Mais le plus important, c'est qu'abolir la séparation production/consommation, c'est abolir les femmes.

Les femmes sont abolies par l'abolition de la sphère qui les spécifie, la sphère privée devenue « publique », mais aussi par l'abolition de la sphère publique devenue « privée ». Le programmatisme n'avait comme objectif que de faire sortir les femmes de la maison, de les prolétarianiser, de socialiser le travail domestique, il avait comme objectif l'égalité des hommes et des femmes dans le socialisme. Le fait que cet objectif particulier du programme à l'égard des femmes n'a jamais été réalisé ne peut pas être différencié de l'impossibilité générale du programmatisme dans ses propres termes. Malgré tout, on peut préciser l'impossibilité de l'égalité des femmes et des hommes dans une sphère publique devenue totalitaire en absorbant la sphère privée. Cette impossibilité existe parce que précisément cette sphère publique reste publique, c'est-à-dire économie et politique. La reproduction des individus restés prolétaires ne peut se réaliser dans cette sphère soi-disant unique. La reproduction du prolétaire face au capital présuppose l'assignation des femmes à l'enfantement, et donc l'appropriation de toutes les femmes par tous les hommes en général *et en particulier*. Ainsi est reconstituée l'injonction de base fondant la famille.

L'abolition de la sphère publique contre sa reconstitution sera toujours l'enjeu de la lutte entre révolution et contre-révolution. Ce combat, c'est celui entre l'abolition de l'État et sa reconstitution. Oui mais ! L'abolition de l'État, c'est la « privatisation » de la sphère publique !

Dans la sphère publique existent les leaders connus – de tous ordres – et le citoyen/travailleur anonyme et remplaçable : l'individu moyen membre d'une classe, (l'individu singulier n'existe que dans la sphère privée). L'abolition de l'État et de l'échange, c'est l'abolition de la sphère publique, mais c'est aussi l'autotransformation des prolétaires anonymes et remplaçables en individus se définissant eux-mêmes dans des rapports

immédiatement sociaux. C'est-à-dire des individus strictement irremplaçables qui n'ont de rapports qu'en tant qu'individus singuliers et en aucune façon moyens.

Au sens propre, la sphère publique n'est pas « privatisée » bien sûr, pas plus que la sphère privée n'est socialisée, mais elle est abolie comme sphère mettant en jeu des rapports entre membres de classes, par là moyens et anonymes. L'individu singulier social abolit l'individu social anonyme de la sphère publique et l'individu singulier asocial de la sphère privée. De même que l'abolition des classes et des sphères sont deux aspects d'une même communisation, par la décapitalisation du capital et l'abolition de toute société, de même l'abolition des prolétaires et des femmes sont deux aspects de l'autotransformation de tous les prolétaires – hommes et femmes – et par là de tous les humains, en individus immédiatement sociaux dans l'entière de leur constitution physique, psychique et intellectuelle.

Nous avons vu comment la « sortie » individuelle de femmes prolétaires dans la sphère publique de la lutte met en cause leur définition par la sphère privée, et comment ces sorties se heurtent à des hommes prolétaires, en lutte pourtant eux aussi contre l'offensive capitaliste qu'est la crise du capital et les politiques « *douloureuses mais courageuses* » que l'État met en œuvre pour la combattre... sur le cuir des prolétaires.

Vers la fin du mouvement en Argentine, les femmes de plusieurs mouvements de chômeurs décidèrent de se constituer en mouvements de chômeuses. Ces organisations spécifiques de femmes en lutte ont été comprises par B. Astarian, dans sa très intéressante brochure sur le mouvement argentin (*Échanges*), comme une faiblesse, une division des prolétaires en lutte, division survenue vers la fin du mouvement. Si des oppositions auparavant masquées par la montée des luttes apparaissent souvent dans leur déclin, elles ne sont pas pour autant des faiblesses. D'un point de vue qui considère l'abolition des genres comme intégralement constitutif de la communisation, il en va autrement.

L'auto-organisation des femmes sera un moment incontournable du processus révolutionnaire et cela doit être compris de la même manière que ce que dit le texte « L'auto-organisation est le premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle ». L'auto-organisation des femmes sera le moyen même que se donneront les (encore) femmes pour

combattre ce qui les définit comme telles, et donc pour s'abolir comme telles. Le dépassement de l'État, du marché s'effectuera par l'unification des activités tant productives que de lutte et de reproduction, cette unité intégrera aussi bien l'élevage des enfants que la réparation automobile et le combat armé s'il est nécessaire. Dans la constitution de cette unité, *les organisations de femmes seront centrales en ce qu'elles seront exactement, en elles-mêmes, cette unité*. Les femmes, luttant en tant que telles, ne peuvent que lutter pour cette unité, qui est aussi leur propre unification contre le clivage de toutes et de chacune en prolétaire et en femme, en citoyenne et en femme, en Homme et en femme !

Les auto-organisations de femmes devront pourtant aussi lutter en leur propre sein contre une tendance qui existera nécessairement, celle qui tendra à limiter leur rôle à la représentation et à la négociation de l'égalité pour les femmes, à la reconnaissance de « *leurs apports indispensables* ». Cette tendance politiquement « strictement féministe » sera en connexion avec tout ce qui promouvra une socialisation de l'économie et de l'État. Il est très probable que les femmes les plus « radicales », qui proclameront leur volonté d'abolir les femmes se verront combattues comme « traîtresses », comme poignardant la « cause des femmes » et de la démocratie réelle et non sexiste. Tout comme ceux qui s'opposeront – et ces femmes en seront peut-être la majorité – à toute procédure démocratique et/ou électorale seront attaqués comme voulant « *confisquer la révolution pour eux et se constituer en élite cooptée aux dépens des masses* ».

Les femmes en lutte et leurs organisations devront unir en elles toutes les femmes sans constituer un front antisexiste : les petites-bourgeoises ruinées, les paysannes, la masse de toutes celles qui sont « sans-emploi », les femmes au foyer plus ou moins pauvres ou plus ou moins classe moyenne. Le mouvement révolutionnaire des femmes qui se battra pour constituer l'unité non-échangiste et non-politique des prolétaires en lutte *les intégrera parce que femmes et parce qu'en crise en tant que telles, en tant qu'appartenant au genre féminin en crise et qu'elles mettent en crise*. Elles intégreront le mouvement de lutte contre le capital et, faisant ce qu'elles ont toujours fait en réalité, mais ne l'ont jamais fait ouvertement et non contradictoirement, *elles dirigeront, organiseront la vie réelle*.

Cette vie privée est réelle dans la mesure même où elle est asociale, la vie publique est d'autant plus fausse qu'elle est directement sociale c'est-à-dire aussi fausse que sont l'économie et la politique !

Cette vie était dans le privé, maintenant elle est la révolution se faisant comme création d'une nouvelle vie réelle intime et publique, totalement féminine parce que ne l'étant plus du tout, en étant abolition de la famille, de la propriété et de l'État.

Le courant communisteur est issu de la critique et du dépassement de la gauche communiste conseilliste antiléniniste. Ce courant, fidèle à ses origines sur ce point non critiqué, est resté, dans sa période de totale confidentialité, fondamentalement antiféministe. L'idéologie féministe fut interprétée comme l'un des modernismes qui devant, et agissant dans, la décomposition du programme posaient la triade « femmes, jeunes, immigrés » comme le nouveau sujet révolutionnaire en lieu et place du prolétariat. Il existe effectivement un féminisme anticlassiste de ce type, mais il n'est pas « Le féminisme », phénomène évolutif et infiniment divers. Le concept « d'auto-abolition du prolétariat », qui fut une étape de l'élaboration de la notion positive de communisation, restait fondé sur une positivité ouvrière même paradoxalement négative. La communisation elle-même, qui a dépassé toute conception d'une nature révolutionnaire du prolétariat, ne se concevait alors que comme dépassement du programme sur ses propres bases. C'est-à-dire avec la même contradiction du capital que celle du programme, contradiction de classe unique et surtout monolithique, *de jure* non genrée et donc *de facto* évidemment masculine.

En effet même si les théories de la communisation ne se sont pas posé la question telle quelle pendant des décennies, tout doute sur un éventuel caractère « androcentrique » (en clair : machiste !) de la théorie communiste ne pouvait qu'être écarté puisque la révolution produisait l'individu immédiatement social, c'est-à-dire au-delà de toute appartenance prédéterminée instaurée par la société. L'individu était immédiatement social, mais la question de la distinction de genres demeurait dans un angle mort de la théorie. La question était comme résolue de fait sans avoir été posée.

C'est pour cela que ce texte d'un participant à la revue/groupe *Théorie communiste* n'a pu être écrit qu'après que le groupe est devenu mixte – de

manière minimale mais essentielle. Paradoxalement cette transformation n'avait pu se produire que grâce à la conception du communisme comme immédiateté sociale de l'individu. En effet, l'immédiateté sociale de l'individu *à la fois* exemptait de poser la question des genres *et* permettait d'espérer qu'on pourrait définir la communisation comme l'abolition des genres autant que des classes, cet espoir s'est concrétisé assez rapidement.

Mais ce n'était pas que le « but » qui était touché. Dans la lutte de classe, dans la communisation, dans la production de cet individu immédiatement social, rien, en ce qui concerne les hommes et les femmes, ne pouvait demeurer « de fait » ou dans un angle mort de la théorie. Il fallait rouvrir le chantier de la contradiction entre prolétariat et capital, de la contradiction entre hommes et femmes, de l'exploitation, du capital comme contradiction en procès. Cela se fit non sans vagues, mais sans raz-de-marée, non sans hausses de voix, mais sans conflits : le fruit était mûr... et sans doute depuis longtemps.

Aujourd'hui, un large consensus semble exister dans le courant communiste pour considérer que la révolution est abolition des genres autant que des classes. Mais un débat existe sur la question de l'existence d'une contradiction de genres au même titre que de classes. Il importe que ce débat ne soit pas seulement formel, mais porte sur l'importance cruciale des luttes de femmes dans le moment actuel et sur leur spécificité comme élément essentiel de l'abolition des genres dans l'abolition des classes en tant qu'abolition des classes dans l'abolition des genres. Tel était l'objet de ce texte.

B.L., 21 juin 2011